

LA SITUATION EN ESPAGNE

TRENTE-HUIT PERSONNALITÉS PROTESTENT CONTRE LE SYSTÈME DES « AMENDES POLITIQUES »

Leur pétition est rejetée
par le gouvernement

(De notre corresp. partie.)

Madrid, 30 septembre. —
« L'amende ne doit pas être un instrument politique au service du pouvoir exécutif », dit un document adressé au conseil des ministres et signé par trente-huit personnalités. Parmi les signataires (monarchistes, démocrates chrétiens et libéraux) figurent les anciens ministres Joaquim Ruiz Jimenez et Jose Maria Gil Robles, l'ex-ambassadeur Jose Maria de Areilza, le comte de Motrico, onze professeurs et dix-sept avocats. Une douzaine d'entre eux sont membres du conseil privé de don Juan, comte de Barcelone. Ils ont rédigé leur requête à la suite de la récente arrestation de six intellectuels (1) qui s'étaient refusés à payer les amendes de 15 000 à 50 000 pesetas qui leur avaient été infligées par le ministère de l'intérieur pour avoir présidé en mai dernier une assemblée d'étudiants à l'occasion de la « journée nationale contre la répression ». Les six intellectuels purgent actuellement leur peine à la prison de Carabanchel (Madrid).

Mais le gouvernement a rejeté mercredi cette pétition.

(1) Il s'agit de Dionisio Ridruejo, de José Manuel Cabellero Bonald, d'Armando Lopez Salinas, du dramaturge Alfonso Sastre, du critique d'art José Maria Moreno Galvan et du metteur en scène Basilio Bacino.

1966

1^{er}/10/66